

Témoignages

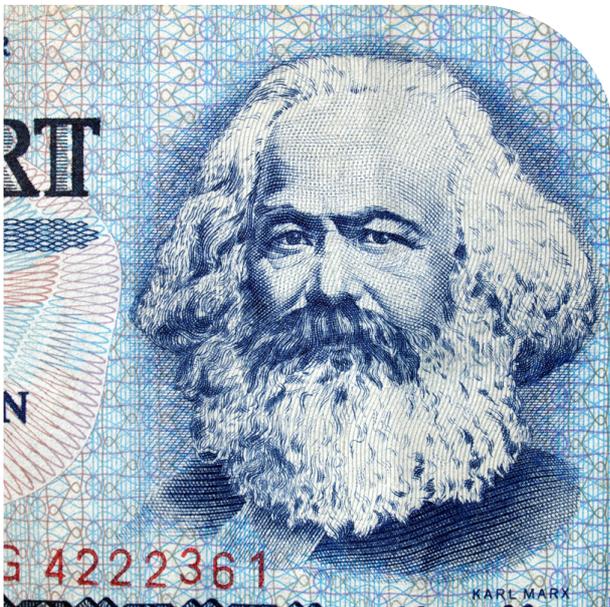
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21238 - 78ÈME ANNÉE

1er Mai 2023 : prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Nous ne pouvons pas regarder et analyser ce défilé du 1er mai avec les repères habituels, notamment le nombre de participants. « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », avait-dit tonton Marx !



Dans le monde entier, les travailleurs célèbrent le 1er mai, comme un moment de lutte, de commémoration et de mobilisation pour l'avenir. Cependant, le monde est en plein chaos et les travailleurs qui n'ont que leur pitance pour survivre à un tel climat social risquent de payer les graves conséquences. Cette situation peut engendrer une déflagration générale ou alors une ouverture vers une gouvernance multilatérale.

Heureusement que les États-Unis, principal acteur du chaos, est de moins en moins crédible. Le Japon et l'UE ont exprimé leur réticence à la proposition des États-Unis de rompre toutes relations commerciales avec la Russie.

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, dans une lettre parue le 1er mai, a exprimé la crainte que son pays ne soit plus en mesure de satisfaire à l'ensemble des obligations du gouvernement « *début juin, et potentiellement le 1er juin* ». La dette américaine se monte à 31400 milliards. Il leur faut encore 1400 milliards et leur monnaie, le dollar, est de moins en moins crédible. A contrario, le développement des BRICS est vu comme une solution alternative au chaos et l'espoir d'un avenir plus juste.

Que feront les travailleurs devant ces développements rapides : fin juin pour le vieux système américain et début août pour l'expansion des Brics ? Une adhésion massive des pays souverains vers les Brics accentuera la crise en Europe, alliée des États-Unis. Ce premier mai 2023, les prolétaires de tous les pays doivent soutenir l'émergence du nouveau monde multilatéral. Cependant, de nombreux syndicats de travailleurs ne sont pas cette ligne. Pour eux, le danger c'est la Russie et l'ennemi c'est la Chine.

Mais la vie tranchera. En France, les images des policiers armés jusqu'aux dents s'attaquant brutalement aux manifestants expriment la faillite du gouvernement et les limites du parlementarisme. Ce premier mai 2023, c'était la 13e manifestation d'un syndicalisme uni. Deux femmes sont à la

à la tête de la CGT et la CFDT. Quelle inspiration pour la classe politique française?

A La Réunion, la marque principale est la présence constante du PCR dans toutes les manifestations, avec souvent un appel public. Le PCR est porteur d'une proposition qui peut répondre à toutes les préoccupations des travailleurs et des masses en détresse. Notre appel à une Conférence publique ouverte aux forces vives de La Réunion, surtout les syndicats, est très inspirant. C'est heureux que dans le chaos général, les communistes réunionnais ouvrent des perspectives qui rassemblent.

Nous avons sélectionné quelques photos pour illustrer ce billet mais celles-ci tournent déjà en boucle sur les réseaux sociaux depuis hier. Un grand merci zot toute pour les photos instantanées.

Ary YEE CHONG TCHI KAN

Les syndicats, «toujours unis», donnent rendez-vous le 6 juin

Après un 1er mai réussi, les syndicats "toujours unis" appellent à une 14ème journée d'action le 6 juin pour "se faire entendre" des députés qui examineront le 8 juin une proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites tout juste promulguée.



"Nous appelons unitairement nos organisations à aller rencontrer les députés partout pour les appeler à voter cette proposition de loi. Dans ce cadre, l'intersyndicale appelle à multiplier les initiatives avec notamment une nouvelle journée d'action commune, de grèves et de manifestations le 6 juin", ont écrit les syndicats au lendemain du 1er mai qui a rassemblé près de 800.000 manifestants selon la police (2,3 millions selon la CGT).

Cette proposition de loi déposée par le groupe centriste hétéroclite Liot "permettra pour la première fois à la représentation nationale de se prononcer par un vote sur la réforme des retraites", le 8 juin, soulignent-ils dans un communiqué.

Un vote favorable ne serait que le début d'un parcours parlementaire, mais constituerait un lourd revers pour le gouvernement. "C'est pourquoi la mobilisation doit se maintenir jusqu'à cette date", a insisté la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

Pour Sophie Binet, qui rappelle que la motion de censure n'a échoué "qu'à neuf voix près" après l'usage du 49-3, les députés ont même "la sortie du conflit entre les mains". "Il y a forcément un risque parce que nous sommes dans une majorité relative", a reconnu le ministre du Travail Olivier Dussopt.

A court terme, les syndicats attendent la décision du Conseil constitutionnel qui doit se prononcer le 3 mai sur une deuxième demande de référendum d'initiative partagée (RIP). Mais le 14 avril, les Sages ont rejeté cette première demande, obligeant cette fois les syndicats à rester prudents.

Dans son communiqué, l'intersyndicale a indiqué que "le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un cycle de concertations sans que l'objet ni le cadre ne soient précisément fixés".

La Première ministre Elisabeth Borne va, elle, envoyer des invitations aux syndicats "dans les jours qui viennent" selon le ministre du Travail, Olivier Dussopt, sans préciser le format de ces rencontres, bilatérales ou multilatérales.

Pour surmonter un début de divergences entre les "réformistes" (CFDT, CFE-CGC, CFTC) qui ont déjà dit qu'ils iraient à Matignon, et les autres (CGT, FO et Solidaires), qui ne se sont pas encore prononcés, l'intersyndicale ne prend pour l'heure pas position, mais laisse entendre qu'elle y participera.

Les organisations syndicales "rappelleront leur refus de la réforme des retraites" dont les premiers décrets d'application ont déjà été envoyés pour consultation aux partenaires sociaux. L'exécutif la réforme soit opérationnelle en septembre.

Elles travailleront à "des propositions communes mettant à contribution les employeurs (...) en matière de salaires, conditions de travail, démocratie sociale, d'égalité femmes-hommes et d'environnement".

"La défiance est profonde et le dialogue ne pourra être rétabli que si le gouvernement prouve sa volonté de prendre enfin en compte les propositions des organisations syndicales", concluent-elles dans le communiqué.

Si la CFDT ira à Matignon, "tout va coûter plus cher", avait souligné dimanche Laurent Berger qui veut parler minima salariaux et conditionnalité des aides aux entreprises, organisation du travail, rétablissement des CHSCT supprimés par les ordonnances travail de 2017...

Pour la CGT, "l'agenda gouvernemental, avec la réforme du RSA et de Pôle emploi en France travail, la réforme du lycée professionnel, ne nous convient pas", a prévenu Sophie Binet.

L'intersyndicale semble donc partie pour

rester unie au moins jusqu'au 8 juin. Mais, si la proposition de loi Liot n'est pas votée, "je ne vais pas raconter d'histoire, je ne vais pas dire qu'on va faire une 15ème, 16ème, 17ème journée de mobilisation qui fera céder le gouvernement et le président de la République", a reconnu M. Berger.

Les députés parmi les Français les mieux rémunérés

Les députés français sont parmi les 3% des Français les mieux rémunérés, avec un revenu plus du triple du médian dans le pays, a rapporté le journal français Le Monde, citant une enquête menée par des chercheurs pour estimer le revenu des élus.

Le montant de l'indemnité parlementaire est de 72.175 euros brut par an, alors que le salaire médian des Français est estimé à 19.849 euros par an, selon les chiffres publiés dans le journal, citant l'étude intitulée "Que vaut un député, Ce que l'indemnité parlementaire dit du mandat (1914-2020)".

La rémunération des députés a pourtant connu une tendance baissière depuis le début du 21e siècle, ce qui fait que les élus ont connu une "dégradation nette de leur niveau de vie en valeur absolue comme relative", passant de la catégorie des 1% des Français les plus aisés à celle des 3% des Français les mieux payés aujourd'hui.

Dès sa création, l'indemnité parlementaire a pour objectif de rémunérer l'élu et de prendre en charge les frais liés à ses fonctions.

Il s'agit d'une rémunération destinée à garantir l'indépendance du législateur et à éviter de cantonner la représentation politique à une "aristocratie d'hommes riches", a expliqué le journal.



An parlan lo dépasman a vnir d'in léstatu.

Mézami si mi di azot néna in prozé d'dépass in l'éstatu pou tir ali in l'androi lo l'éspass piblik li lé pou mète ali dann in n'ot landroi, mwin lé siré sèrtin zot va dir amwin sirman sa la fine fé kékpar, é néna poin do koi pou foyète in sha... Mé zistoman lo ka k'i poz anou,dann Sin-Dni lé riskab diviz l'opinyon d'moune.

Kossa i lé ozist ? La méri Sin-Dni an akor avèk l'éta lokal i vé tir l'éstati Mahé de Labourdonnais dsi la plass la préfektir pou mète ali dan la kour la kazèrn Lambert. So matin mwin la ékoute in sobatkoz dsi radio freedom é d'après sak mi souvien konm i di l'opinyon lé partazé. Néna sak lé pour, néna sak lé kont, é néna konm touzour sak lé pa la avèk sa.

Anpliské sa, lé z'inn épi lé z'ot sé d'mète a diskité, sé d'mète konm i di la momon in pé o solèye konm kan néna in kanpagn éléktoral. Antouléka pou mwin, néna in n'afèr sir sé ké dann léspri kréol la késtyon lésklavaz, lo rassism, la dominassion, l'oprèssyon toussala mélanzé avèk in bone doz kolonyal sa sé in boubou la pankor sikatrizé konplètman é la pa bézoin gran-shoz pou li rouvèr.

Sak lé sir galman sé ké bande moune néna l'idéoloji d'la droite rényonèz, zot néna konm in rogré lo tan lontan la fini é dann fon zot kèr, zot i apréssyé pa tro l'égalité



rante bande déssandan zésklav, zangazé épi zot k'i, d'après zot i déssann an lign droite la bande dominèr. Pou zot bann lé tro fyèr pou zot bass klass konm in pé i di...

Mwin pèrsonèlman, mwin la antande dir i sava fé in gran toilétaz la plass gouvèrnman -L'androi lo 20 désanm 1848 vin-mil pèrsonne la fé la fète par rapor l'abolissyon lésklavaz é mi panss in l'évènman konmsa i mérite bien in plass aménazé dann lo tème shoizi. Mé si sé sa, lé sirésèrtin léstatu Mahé de Labourdonnais na pi son plass an parmi pars sé kant mèm li k'la done l'ésklavaz in l'élan san préssédan sé kant mèm li k'la roganiz la shass bande zésklav parti maron.

A bon antandèr,salu.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433